

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

Un climat des affaires volatil

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) progresse de 4,1 points au quatrième trimestre 2014 pour se situer au-dessus de sa moyenne de longue période (+3,2 points). Les réalisations globales du quatrième trimestre expliquent entièrement l'amélioration de l'ICA (+5,4 points), tandis que la mauvaise orientation des prévisions pour le premier trimestre 2015 y contribue négativement (-1,3 point). Ainsi, l'opinion des chefs d'entreprise sur les délais de paiement, le niveau de la trésorerie, les prix et les effectifs s'améliore. L'investissement est la seule variable prévisionnelle qui bénéficie d'une bonne orientation et qui participe donc à l'augmentation de l'ICA. En revanche, la perception des entrepreneurs sur leur activité est dégradée, à la fois pour le quatrième trimestre et celui à venir.

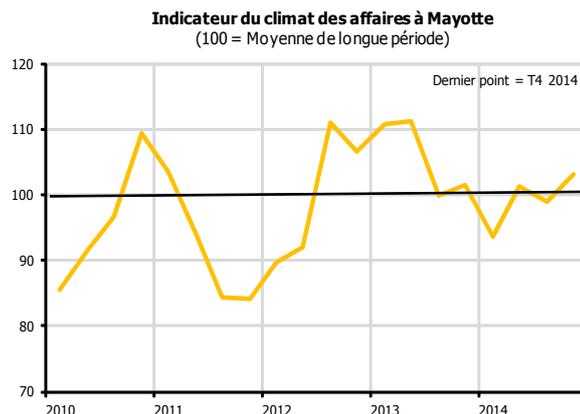
Le faible niveau d'activité souligné par les entreprises, conjugué à la volatilité dont fait preuve l'ICA depuis le début de l'année 2014, ne permet pas aux entrepreneurs de retrouver un niveau de confiance satisfaisant. La situation conjoncturelle demeure incertaine et les comportements économiques des chefs d'entreprise restent variables, signe d'une absence de visibilité claire à court terme. Cela est accentué non seulement par le fait que la progression de l'ICA est fragile car elle repose en grande partie sur des variables aux évolutions irrégulières (délais de paiement et trésorerie) mais aussi par des anticipations négatives pour le prochain trimestre.

Le marché du travail enregistre une nouvelle hausse de la demande d'emploi tandis que le nombre d'offres d'emploi est quasiment stable.

La consommation des ménages se maintient dans un contexte de légère diminution des prix. Les prévisions d'investissement, après une chute au troisième trimestre, se redressent.

Les importations augmentent sous l'impulsion des achats de biens d'équipement professionnel et du foyer, tandis que les exportations - dont la valeur reste peu significative - reculent après deux trimestres consécutifs de progression.

Conformément aux prévisions défavorables formulées au trimestre précédent, l'activité des secteurs se dégrade, hormis dans le commerce qui bénéficie d'une activité en progrès en fin d'année. Par ailleurs, les chefs d'entreprise prévoient une nouvelle diminution de leur activité au premier trimestre 2015, y compris dans le commerce.



T
E
N
D
A
N
C
E
S

ORIENTATION FAVORABLE DES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE, À L'EXCEPTION DE MAURICE

La croissance de l'économie sud-africaine s'accélère au quatrième trimestre 2014, avec une hausse du Produit intérieur brut (PIB) de 4,1 % en rythme trimestriel annualisé (après +2,1 % au troisième trimestre). Cette évolution provient de la bonne tenue de l'activité dans le secteur de l'industrie manufacturière et de l'industrie minière. Sur l'ensemble de l'année, la croissance ralentit avec une hausse du PIB de 1,5 % contre +2,3 % en 2013, en raison d'importantes grèves qui ont perturbé l'activité de l'industrie minière en début d'année.

À **Madagascar**, l'activité économique reste portée par les industries extractives. Les importations en biens d'équipement progressent très fortement (plus de 80,0 % en glissement annuel), en lien avec des investissements importants dans l'industrie pétrolière. Les exportations sont également dynamiques (+58,1 %). Par ailleurs, l'encours des crédits à long terme octroyés au secteur privé progresse de 9,3 % sur le trimestre. À l'inverse, les créations d'entreprises et les ventes de véhicules neufs chutent d'un tiers. L'Institut de la statistique estime à 3,4 % la croissance de l'économie malgache pour 2014.

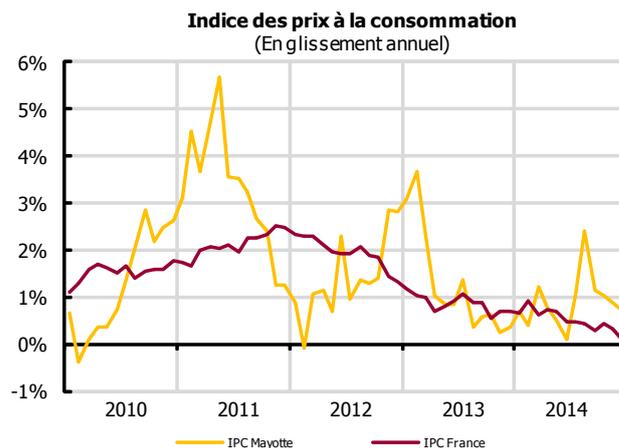
Aux **Seychelles**, l'activité touristique se redresse au quatrième trimestre 2014, avec une hausse de 6,5 % du nombre de touristes sur un an. Sur l'ensemble de l'année, la fréquentation touristique progresse légèrement de 1,0 %, le dernier trimestre compensant une année touristique assez morose. Les importations de biens d'équipement continuent de progresser à un rythme soutenu (+32,6 %). Enfin, les exportations de produits de la pêche sont mal orientées en fin d'année (-1,7 % en glissement annuel).

La croissance de l'économie **mauricienne** marque le pas au troisième trimestre 2014, avec une progression modérée de 0,2 % (CVS), contre +2,3 % au deuxième trimestre. La consommation finale continue de croître mais à un rythme moins soutenu, tandis que l'investissement continue de se contracter, aussi bien dans la construction que dans les biens d'équipement. Enfin, les exportations de biens et services sont en hausse de 1,8 % en glissement annuel.

Légère diminution des prix à la consommation

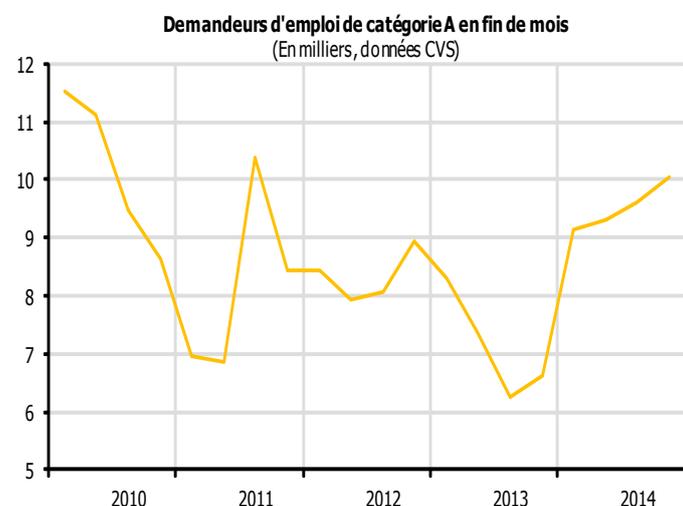
Au quatrième trimestre, l'Indice des prix à la consommation (IPC) diminue légèrement de 0,1 %. La contraction des prix de l'énergie (-2,7 %) et des produits manufacturés (-0,5 %), qui contribuent à ce léger repli, n'est pas entièrement compensée par l'augmentation des prix de l'alimentation (+0,7%) et des services (+0,2 %).

En revanche, sur un an, l'IPC poursuit sa progression (+0,7 %), mais à un rythme moins prononcé qu'au troisième trimestre (+1,1 %). L'accroissement des prix de l'alimentation (+2,7 %) et des services (+2,2 %) participent à cette augmentation générale. Les prix de l'énergie et des produits manufacturés diminuent quant à eux de 3,0 % et 1,7 %, respectivement.



Source : INSEE, données mensuelles

Poursuite de la hausse de la demande d'emploi



Source : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

Comme observé tout au long de l'année 2014, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFA A) enregistre une nouvelle hausse trimestrielle de 4,8 % pour s'établir à 10 060 personnes en fin d'année (données CVS).

Cette augmentation affecte de façon différenciée les hommes (+13,3 %, CVS) et les femmes (+8,0 %) et concerne toutes les tranches d'âge. La catégorie des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans progresse ainsi de 5,5 %, celle des 25-49 ans de 10,3 % et celle des 50 ans et plus de 12,6 %.

Par contre, le nombre d'offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi, 542 pour le quatrième trimestre, est quasi stable (+0,2 %, données CVS) après les diminutions régulières observées depuis le début de l'année.

En glissement annuel, la demande d'emploi continue d'augmenter très vigoureusement (+51,7 %, CVS). Si la hausse touche également toutes les catégories, elle est cependant beaucoup plus marquée pour les hommes (+79,4 %) et les personnes de moins de 25 ans (+75,0 %). Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi se replie fortement (-51,8 %).

Maintien de la consommation des ménages

La consommation des ménages maintient le dynamisme observé tout au long de l'année 2014, bien que sa progression semble moins marquée qu'au troisième trimestre.

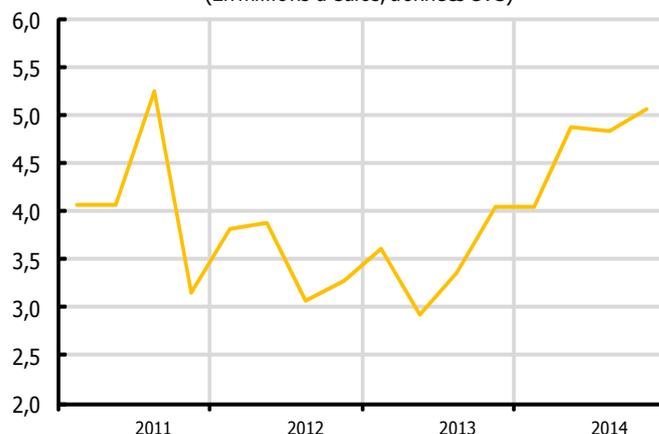
La tendance est confirmée par l'opinion des chefs d'entreprise du commerce, qui jugent leur activité en amélioration au quatrième trimestre. De plus, l'encours des crédits à la consommation repart à la hausse (+3,6 %) après la diminution enregistrée au trimestre précédent (-2,0 %). Les importations de biens d'équipement du foyer augmentent également de 4,6 %. En revanche, les importations de produits courants chutent de 3,6 % et les immatriculations de véhicules neuves ralentissent nettement (-10,6 %) après avoir augmenté toute l'année.

Cependant, selon les prévisions des commerçants, la progression de la dépense des ménages pourrait être freinée en début d'année 2015.

L'évolution des indicateurs de vulnérabilité des ménages suit exactement la même tendance que celle enregistrée au troisième trimestre : le nombre de personnes physiques interdites bancaires diminue (-1,4 %) tandis que celui des retraits de cartes bancaires croît (+3,6 %).

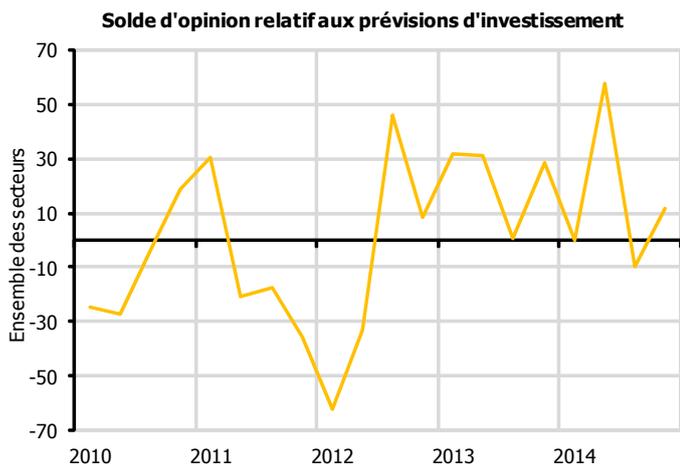
Importations de biens de consommation durable

(En millions d'euros, données CVS)



Source : Douanes, données désaisonnalisées par l'IEDOM

Redressement des prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Tout au long de l'année 2014, le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement suit l'évolution de l'ICA. Ainsi, après la diminution du troisième trimestre, il se redresse et se situe au-dessus de sa moyenne de longue période.

Les prévisions dans les secteurs du commerce et des services, où les soldes d'opinion enregistrent un net accroissement, participent à ce redressement général des intentions d'investir.

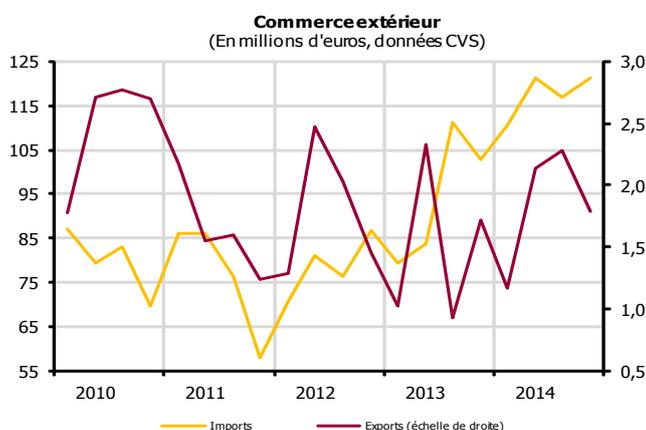
Les réalisations du quatrième trimestre relatives à l'investissement corroborent cette évolution. En effet, hormis les importations des biens intermédiaires qui reculent de 10,4 %, les autres variables sont bien orientées. Ainsi, les importations de biens d'équipement professionnel augmentent de 5,3 %, l'encours bancaire des crédits à l'investissement de 7,0 % et celui à l'habitat des entreprises de 6,2 %.

Les importations repartent à la hausse

Après la baisse enregistrée au troisième trimestre, les importations augmentent de 3,6 % au quatrième trimestre pour atteindre 121,1 millions d'euros (CVS).

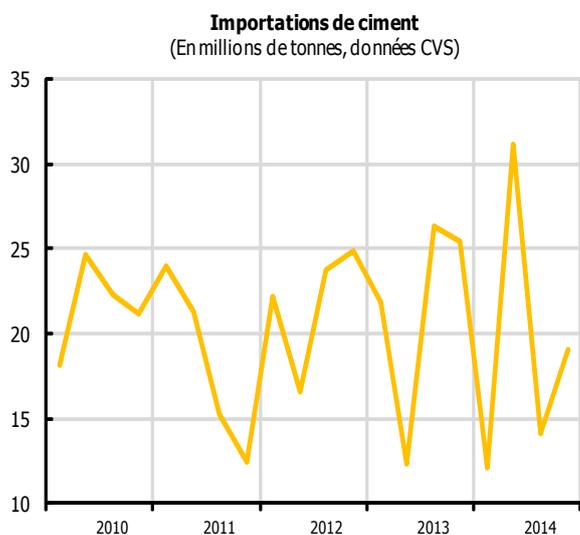
L'accroissement des importations de biens d'équipement professionnel (+5,3 %) et de biens d'équipement du foyer (+4,6 %) expliquent principalement cette progression. En revanche, les importations de biens intermédiaires et de produits courants chutent de 10,4 % et 3,6 %, respectivement.

Après deux trimestres consécutifs d'augmentation, les exportations, dont les valeurs restent très faibles, diminuent de 21,5 %. Mayotte a exporté pour 1,8 million d'euros au quatrième trimestre contre 2,3 millions d'euros au troisième trimestre.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

DÉGRADATION DE L'ACTIVITÉ GLOBALE



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Hormis dans le secteur du commerce où elle est en progrès, l'activité globale chute au quatrième trimestre. Elle demeure ainsi à un niveau faible et peine à se redresser.

Dans le secteur primaire, les exportations dans le **secteur aquacole**, dont les volumes demeurent faibles, ont diminué de 15,3 % pour se situer à 4,6 tonnes de poissons d'élevage. En revanche, les importations d'**espèces avicoles** ont été multipliées par cinq entre le troisième et le quatrième trimestre pour atteindre 1,6 tonne de produits importés.

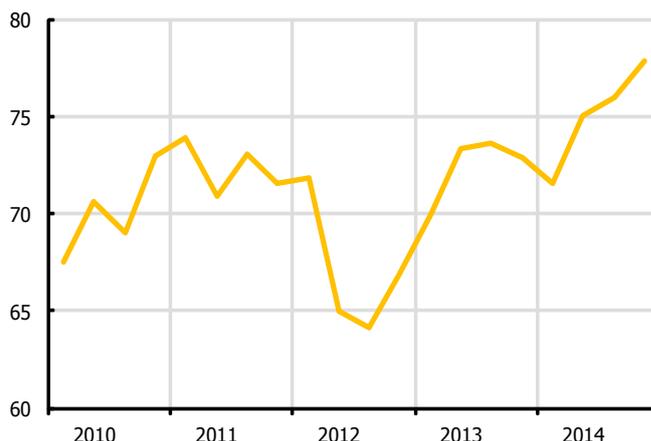
Dans le **secteur du BTP**, l'activité du quatrième trimestre est à l'image des trois autres trimestres de l'année. Les difficultés persistent et le secteur continue de pâtir d'un niveau de commande faible, qui diminue en fin d'année, et qui ne permet pas à l'activité de retrouver un volume convenable. Les prévisions pessimistes formulées au troisième trimestre sont ainsi en phase avec les réalisations. Les anticipations pour le premier trimestre 2015 sont également négatives. Cependant, les chefs d'entreprise du secteur notent tout de même une amélioration des délais de paiement et en conséquence de leurs niveaux de trésorerie. Sur le quatrième trimestre, les importations de ciment augmentent de 34,6 % après avoir chuté lourdement au trimestre précédent (-54,5 %).

Les chefs d'entreprise du secteur du **commerce** déclarent une activité en hausse, conformément aux prévisions favorables avancées au trimestre précédent. Cela s'accompagne d'intentions d'investir bien orientées. Cependant, ils prévoient également un ralentissement de leur activité en début d'année 2015 puisque les prévisions formulées pour le premier trimestre sont nettement pessimistes.

Dans le secteur des **services marchands**, l'activité s'est stabilisée à un niveau jugé très bas par les chefs d'entreprise. Ces derniers déclarent tout de même relancer leurs investissements. Pour le premier trimestre 2015, ils prévoient une activité toujours faible mais avec des anticipations toutefois moins pessimistes.

L'**activité touristique** enregistre ce trimestre une hausse conjointe du nombre de passagers (+2,5 %, CVS) et du nombre de vols (+7,2 %, CVS) à l'aéroport de Dzaoudzi.

Trafic de passagers à l'aéroport de Dzaoudzi
(En milliers de passagers, données CVS)



Source : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisées par l'IEDOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE CONTRARIÉE

En dépit des conditions plus favorables constituées par la baisse des cours du pétrole, la croissance mondiale est affectée par des facteurs contraires, dont la faiblesse de l'investissement et le fait que de nombreux pays émergents et avancés s'ajustent à des perspectives dégradées à moyen terme. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit, dans ses projections sur l'économie mondiale actualisées en janvier 2015, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,5 % en 2015, après 3,3 % en 2013. L'accélération de la croissance mondiale, de 3,25 % au deuxième trimestre à 3,75 % au troisième trimestre 2014, est conforme à ce qui était attendu, mais on relève une disparité entre la croissance de l'économie américaine, plus vigoureuse que prévue, et celle de tous les autres grands pays. La volatilité sur les marchés financiers mondiaux, la source de vulnérabilité que représente l'évolution des cours du pétrole pour le secteur extérieur des pays exportateurs, de même que la stagnation persistante dans la zone euro représentent autant d'aléas négatifs.

Aux États-Unis, la croissance économique a rebondi plus fortement que prévu à partir du deuxième trimestre 2014. Le chômage a continué de baisser et les tensions inflationnistes sont demeurées modérées, en lien avec la baisse des cours du pétrole et celle du dollar. La demande intérieure est soutenue par la modération de l'ajustement des finances publiques et une politique monétaire toujours accommodante. L'appréciation récente du dollar est toutefois de nature à freiner la demande externe. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,4 % en 2014, après +2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance a été plus faible que prévu au troisième trimestre 2014. Selon Eurostat (estimation rapide du 13 février 2015), le PIB de la zone euro est en hausse de 0,3 % au quatrième trimestre, après +0,2 % au troisième trimestre, ce qui porterait la croissance 2014 à 0,9 %. Selon le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire, une neutralité plus grande de la politique budgétaire et la dépréciation récente de l'euro. En revanche, le ralentissement dans les pays émergents jouerait négativement. Le FMI table au total sur +0,8 % pour 2014 et +1,2 % en 2015 (après -0,5 % en 2013).

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE le 13 février 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à 0,1 % au quatrième trimestre 2014 après +0,3 % au trimestre précédent (chiffre inchangé). En moyenne annuelle, la croissance est de 0,4 % pour 2014 comme en 2013. Le FMI table sur une croissance de 0,9 % en 2015.

Le FMI prévoit une croissance plus ou moins stable dans les pays émergents, à 4,3 % en 2015 et 4,7 % en 2016. La révision à la baisse des perspectives est liée au ralentissement de la croissance en Chine, à la détérioration sensible des perspectives en Russie, ainsi qu'à une appréciation moins optimiste sur la croissance potentielle des économies exportatrices de produits de base.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : mars 2015 – Dépôt légal : mars 2015 – ISSN 1952-9619